



TISSER LA TOILE • Le Maroc a utilisé sa proximité religieuse avec les confréries musulmanes au Mali et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest pour promouvoir un islam tolérant et ouvert. Ph. Archives

«la meilleure gouvernance, le progrès par le droit et la résolution pacifique des conflits doivent être des priorités partagées». Ce sont ces discours fondateurs, prônant une approche holistique et intégrée, qui éclairent aujourd'hui le positionnement stratégique du Royaume non seulement dans le domaine des investissements, mais également dans les domaines sécuritaires, culturels et spirituels.

Pour ce faire, le Maroc a renforcé sa présence économique dans une quinzaine de pays africains, mu par la conviction qu'il ne saurait y avoir de paix et de stabilité durables sans la promotion d'un développement humain, équitable et inclusif. Il a tissé en outre des liens étroits avec les organismes et les regroupements régionaux et sous-régionaux africains tels que la Commission économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). Concernant cette dernière, le Maroc n'a ménagé aucun effort pour redynamiser cette organisation qui a failli tomber en désuétude après la chute de Kadhafi, son créateur et financier en chef. Cette structure qui regroupe 28 États africains a été une aubaine stratégique pour le Maroc qui voulait mettre à profit le potentiel de cette organisation pour renforcer la coopération entre les États sahéliens et le Maghreb. Le Maroc a accueilli plusieurs fois des réunions ordinaires et extraordinaires de son Conseil exécutif et a usé de son influence pour faciliter l'élaboration de politiques concertées visant la stabilisation et la sécurisation d'une région en proie à de multiples menaces.

En reconnaissance de ce rôle, le Maroc, lors d'une récente réunion ordinaire du Conseil exécutif à Khartoum, a été choisi pour abriter le 13^e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la CEN-SAD.

«Madrassa sans frontières»

C'est ainsi qu'a qualifié «Jeune Afrique» la façon dont le Maroc a utilisé sa proximité religieuse avec les confréries musulmanes au Mali et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest pour promouvoir un islam tolérant et ouvert.

Depuis la fin de 2013, et à la demande du nouveau Président malien, le Royaume accueille des imams maliens auxquels est dispensée une formation religieuse basée sur les préceptes de l'école malékite, la plus répandue en Afrique. Selon le même journal, la coopération religieuse s'étend à d'autres pays comme la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Gabon. Il semblerait que la Tunisie et la Libye seraient intéressées par une coopération religieuse visant une gestion saine des mosquées.

Renouer avec un invincible espoir

Bon nombre d'observateurs estiment que cette diplomatie panafricaine et solidaire que mène le Maroc gagnerait en efficacité et en impact si elle était inscrite dans le cadre d'une coopération apaisée avec l'Algérie. Cette dernière, qui a de longues frontières directes avec la bande sahélo-saharienne, mène sa propre politique diplomatique, sécuritaire et humanitaire au profit des mêmes pays du Sahel.

On est en droit d'espérer que les menaces qui pèsent sur les pays du Maghreb et qui rongent leur tissu social puissent les aider à conjuguer les efforts, surmonter ensemble les différends qui les divisent et ainsi renouer avec l'esprit d'un certain rendez-vous maghrébin tenu à Tanger le 27 avril 1958. ●

Le Maroc : Une diplomatie tous azimuts

● **Youssef MAHMOUD**
Ancien envoyé spécial des Nations Unies.
Conseiller principal, Institut international
pour la paix New York

Que ce soit la prolifération des réseaux criminels et terroristes, les trafics illicites d'armes, de drogue et de personnes, la radicalisation de jeunes sans espoir à des fins inavouables, ces menaces avec leur corollaire d'insécurité et d'instabilité ne sont plus confinées au nord du Mali ou à la zone sahélo-saharienne. La chute du régime de Kadhafi les a dangereusement rapprochées des pays du Maghreb qui en sentent les effets néfastes au quotidien. Il n'est donc pas surprenant de les voir modifier leurs politiques intérieures et extérieures et multiplier les concertations afin de contrecarrer ces fléaux transfrontaliers. En tête de ces pays se trouve le Maroc, qui ne cesse de déployer tous azimuts ses atouts stratégiques pour «tisser sa toile» dans le Sahel et au-delà, comme

en témoignent les récentes tournées de S.M. le Roi Mohammed VI en Afrique de l'Ouest et tout récemment en Tunisie qui, en plus des séquelles d'une transition politique difficile, souffre d'une sanctuarisation de groupuscules de terroristes invétérés dans ses zones frontalières au sud et à l'ouest.

Une politique de proximité globale et holistique

Dans le message adressé aux participants au Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique, tenu les 6 et 7 décembre 2013 à Paris, S.M. le Roi avait affirmé : «Nous avons placé l'Afrique au cœur de notre politique extérieure et avons fait le choix délibéré, naturel et stratégique en faveur d'une coopération solidaire, Sud-Sud et triangulaire, qui se traduit par la mise en œuvre de projets concrets, au bénéfice de plusieurs pays du continent». À l'occasion de l'ouverture du Forum économique ivoiro-marocain le 24 février 2014 à Abidjan, le Souverain avait ceci à dire : «le renforcement des capacités institutionnelles des États africains constitue un enjeu stratégique» et